



À l'abattoir France Poultry fin de non-recevoir pour les membres de L214

Réunis sur le site de l'abattoir France Poultry, à Châteaulin, dans la zone industrielle de Lospars, des membres de l'association L214 ont voulu rencontrer la direction, ce mardi 25 avril, suite à leur enquête filmée sur les poulets bretons. Sans succès.

Julie Creignou

● On les repérait de loin dans la zone industrielle de Lospars, ce mardi 25 avril 2023, à Châteaulin. Vêtus de vestes orange, une dizaine de membres de l'association L214 étaient réunis en matinée sur le site de la société France Poultry, créée en 2018, lors du rachat de l'abattoir de poulet « export » de Doux et de son siège social.

Des conditions

« abominables » d'élevage

Suite à la récente publication de son enquête filmée sur les poulets bretons destinés au marché saoudien, dans un élevage de poulets à Sizun (29), L214 avait pour objectif de rencontrer la direction de France Poultry, propriétaire des marques Doux et Suprême pour les pays de la péninsule arabique. L'Arabie saoudite représente aujourd'hui 72 % des exportations.

Alors qu'elle était en liquidation judiciaire, la marque Doux a été rachetée, en 2018, par le groupe LDC (Le Gaulois, Maître Coq, Marie, Loué). Les produits de la marque ont, depuis « disparu des rayons en France », affirme L214 dans son enquête, publiée lundi 24 avril.

L'association de défense des animaux pointe les conditions « abominables » d'élevage intensif des poulets : « On assiste à une densité extrême dans les élevages, nourris au soja OGM importé du Brésil qui contribue à la déforestation, accable Léo Le Ster, chargé de campagnes agroalimentaires à L214. On élève davantage de poussins pour amortir les décès liés à leur souffrance ».

« Il ne souhaite pas vous recevoir »

L'association avait envoyé un courriel à France Poultry, le matin même, pour demander à être reçu par la direction. En l'absence de

réponse, Léo Le Ster s'est rendu au siège, dans l'espoir d'établir un contact avec le directeur, François Le Fort. « Il ne souhaite pas vous recevoir », lui a-t-on répondu à l'interphone. Même son de cloche du côté de la coopérative Yer Breizh, sous contrat avec l'élevage filmé à Sizun : « Je n'ai personne pour vous recevoir ».

« Je ne peux pas les forcer à discuter, soupire le chargé de campagnes agroalimentaires, qui glisse un tract dans la porte d'entrée. Depuis 2021 et la diffusion de nos enquêtes, l'entreprise refuse de nous rencontrer ».

À l'approche des quelques salariés qui quittent le site, la vitre des voitures ne se baisse pas pour discuter. Et lorsque Léo Le Ster parvient à croiser une salariée de l'abattoir, sa réponse est unanime : « Je ne peux rien dire ».

« Leurs méthodes ne sont pas les bonnes »

Contacté dans l'après-midi, François Le Fort confirme n'avoir pas souhaité recevoir les membres de L214. « Je ne vois pas l'intérêt de leurs déclarations, qui sont à charge. Leurs procédures et leurs méthodes ne sont pas les bonnes, ils sont entrés par effraction dans un lieu privé », soutient le directeur de France Poultry, qui ajoute que la société « se réserve le droit de les poursuivre en justice ».